

Educateur

SER



**Mathématiques:
nombre d'expériences**

Nouveau départ

Mme Violaine Blétry-de Montmollin, secrétaire générale du Département de l'éducation, de la culture et des sports (DECS), a informé le Conseil d'Etat de sa décision de quitter ses fonctions le 31 août 2012 pour des raisons personnelles. Dès son entrée en fonction, elle a œuvré dans de nombreux groupes de pilotage liés à la réforme et au redressement des finances cantonales.

(com./réd.)

Nouveau nouveau départ

Le chef de l'office de l'enseignement spécialisé ayant souhaité saisir une nouvelle opportunité professionnelle en reprenant la direction de l'école spécialisée des Perce-Neige dès le 1er juillet prochain, son poste a été mis au concours.

La personne recherchée devrait avoir une «formation supérieure dans les domaines pédagogique, économique, juridique ou social et

être au bénéfice d'une expérience éprouvée en termes de gestion financière, de conduite, d'organisation et d'administration, si possible dans un domaine similaire». On souhaite qu'elle fasse «preuve de sensibilité pour les thématiques liées à la fonction».

(com./réd.)

Suite bureautique

Dès août 2012, l'usage de la suite bureautique «Open-Office 4 Kids» sera privilégiée pour les élèves des années 1 à 7.

(com.)

Cycle 3: l'enjeu d'une rénovation

Les systèmes intégrés, comme celui du projet de rénovation du cycle 3, fonctionnent bien à condition que leur adoption signifie que les acteurs politiques et pédagogiques ont à cœur que les enfants se réalisent dans ce type de structure: les doués à l'école, de même que ceux qui le sont moins.

Les systèmes sélectifs, comme celui que nous connaissons à l'heure actuelle, sont par contre et par nature de véritables machines à fabriquer l'échec scolaire des enfants qui ne sont pas à l'aise à l'école.

(jv)

L'université est-elle encore un lieu de pensée?

«La défense de la place de la pensée dans l'université est d'autant plus nécessaire que la tendance est à la transformation des universités en entreprises de production de la connaissance et de production des rouages de la machine économique, autant dire à l'industrialisation de la recherche et de l'enseignement. Cette industrialisation de l'université, et plus généralement de l'institution scolaire, conduit à transformer les établissements en petites entreprises, chacune managée par le chef d'établissement. Les professeurs y perdent leur identité professionnelle, ce qui importe peu

dans la mesure où le rôle de l'école n'est plus d'instruire mais de produire les rouages de la machine économique-sociale, c'est-à-dire de bons producteurs et de bons consommateurs adaptés à la société.

Ainsi s'achève l'industrialisation de l'activité intellectuelle, ce que Denis de Rougemont appelait en 1935 la prolétarianisation de la pensée. Contre cette industrialisation, les institutions d'enseignement et de recherche restent un point de résistance, un lieu d'expression d'une pensée libre. Or cette liberté est mise en question non seulement par les pressions extérieures, mais encore de l'intérieur par des universitaires qui, par peur de paraître passésistes, courent derrière ce qu'ils pensent être la modernité, volonté de modernité qui les conduit à la soumission aux normes sociales. [...]

¹ Extrait d'un texte de Rudolf Bkouche, professeur émérite à l'Université des sciences et techniques de Lille. In : *Savoir(s)*, le magazine d'information de l'Université de Strasbourg, no 13, janvier 2012. Texte complet sur www.saen.ch → l'Edicateur → Compléments.



GENERALI

15% de rabais pour les membres du SAEN... et chacun des membres des associations du SER. Allez sur www.le-ser.ch

SAEN

Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois

John Vuillaume - Rue Louis-Favre 62 - 2017 Boudry - Tél. +41 (0)32 753 42 65

Courriel: john.vuillaume@rpn.ch - president@saen.ch - Site: www.saen.ch



La nomination du Conseiller d'Etat Jean Studer à la présidence du Conseil de la Banque nationale suisse pourrait marquer un tournant de la vie politique neuchâteloise.

Après l'élection de M. Didier Burkhalter au Conseil fédéral, c'est le second politicien neuchâtelois le plus talentueux de sa génération qui a accepté de servir son pays après avoir fait beaucoup pour son canton.

John Vuillaume

Le roi Jean abdique par le haut

Le départ du roi Jean: un bol d'air pour la fonction publique neuchâteloise?

Depuis sa prise en main du canton dès son entrée au Conseil d'Etat en 2005, la fonction publique neuchâteloise a vu ses conditions de travail se dégrader, enseignants compris. Les représentants de la fonction publique ont essayé de réagir via le Grand Conseil, mais M. Jean Studer est parvenu à cadener le groupe parlementaire socialiste et aucune négociation politique sérieuse n'a véritablement pu être initiée sous son règne. La nécessité de redresser et de moderniser notre canton a primé sur le dialogue social. Seule une nette amélioration de la situation financière du canton serait à même d'amener une nouvelle sérénité dans les relations entre les représentants de la fonction publique neuchâteloise et l'Etat employeur.

Cependant, à l'heure d'un premier bilan et n'en déplaise aux sempiternels «Y'a qu'à» râleurs mais passifs ou à celles et ceux qui exècrent son côté autoritaire, le roi Jean aura marqué les esprits.

De part sa capacité à gouverner, à faire avancer ou aboutir des dossiers complexes dans des domaines aussi importants que la justice, la sécurité ou la fiscalité, M. Jean Studer s'inscrit en effet dans la lignée des peintures politiques qu'a connues notre canton, un Carlos Grosjean ou un Jean Cavadini à droite, une Monika Dusong ou un Francis Matthey à gauche, sans remonter trop loin dans le temps.

Le roi Jean quitte la scène cantonale: le bal des prétendants est ouvert et c'est du Val-de-Travers qu'émergent, en vue de la prochaine législature, deux fortes personnalités politiques, l'UDC Yvan Perrin et le socialiste Jean-Nat Karakash.

Quelle réaction du parti libéral radical à l'exil bernois du roi Jean?

Le PLR, premier parti du canton, aura généralement soutenu M. Jean Studer dans sa politique de réforme de notre canton. Le Conseiller d'Etat socialiste a par ailleurs constitué la clé de voûte d'un consensus neuchâtelois incarné par la coalition socialiste-libérale-radical qui exerce aujourd'hui effectivement et objectivement le pouvoir dans le canton de Neuchâtel. Les syndicats d'enseignants l'ont par exemple expérimentée lorsque le bloc parlementaire socialiste-libéral-radical a coupé court à leur volonté de lutter contre les mesures d'économies pérennes dans les lycées au début de la législature 2009-2013.

La formule politique neuchâteloise actuelle, quoi que les médias romands en disent, fonctionne plutôt bien dans un canton au riche potentiel mais qui n'est pas encore sorti d'affaire, petit mais très divers, aux multiples

contrastes sociaux ou régionaux; canton qui a encore besoin de réformes et qui a trop longtemps vécu au-dessus de ses moyens.

L'hyperactivité du «shérif» Frédéric Hainard ou l'impétuosité d'une Gisèle Ory dans le dossier hospitalier ne doivent pas nous faire perdre de vue que les efforts imposés à la fonction publique neuchâteloise et les nombreuses réformes, notamment fiscales, sont en train de faire sortir le canton de Neuchâtel de l'ornière, avec même en point de mire un espoir supplémentaire de dynamisation de notre région, le projet de RER neuchâtelois.

Le consensus neuchâtelois survivra-t-il au départ de son champion socialiste ou le PLR prendra-t-il le risque de le faire voler en éclats en s'alliant avec l'UDC, au point peut-être d'être prêt à confier les clefs de notre école publique à un Yvan Perrin?

Publicité

Votre publicité dans l'Educateur



Susanne Giger
Responsable publicité
pour la Suisse alémanique
s.giger@koedia.ch
+41 71 226 92 69

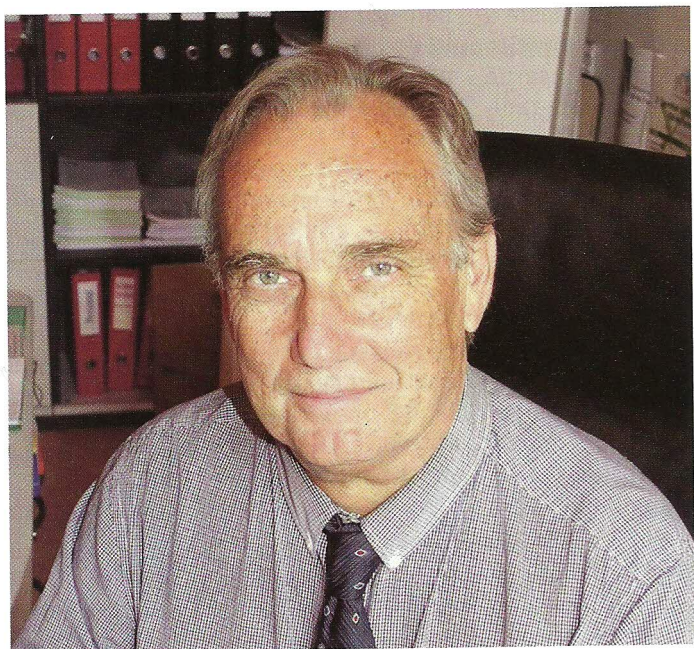
koedia
mit Leidenschaft
Kömedia AG
Geltenwilenstrasse 8a, 9001 St. Gallen
info@koedia.ch, www.koedia.ch

Grand entretien avec M. Claude-Alain Kleiner, défenseur intransigeant et bâtisseur passionné d'une école publique à la fois humaniste et performante: un personnage entier, cultivé et déterminé comme on voudrait en rencontrer plus souvent parmi les acteurs de notre école neuchâteloise.

Neuchâtel

Propos recueillis par John Vuillaume

Claude-Alain Kleiner, fils et ardent défenseur de l'Eco



prentissage de vie: formidable terreau social, avec l'arrivée des premiers copains italiens, mêlés aux enfants de familles ouvrières et à ceux des milieux industriels, de magnifiques familles israélites, pour la plupart à l'engagement citoyen exemplaire. Je n'ai pas été un brillant élève à l'école primaire: comme pour beaucoup de mes camarades, les livres ne prenaient pas beaucoup de place à la maison. Ma chance s'est trouvée dans les valeurs éducatives de ma famille, son ouverture au monde, sa curiosité et sa ferme volonté de surmonter les obstacles de la vie.

Les études à l'Ecole de commerce de la cité horlogère constituent l'élément déclencheur de mon parcours, avec des hommes et quelques femmes en guise de professeurs, des personnalités affirmées, des «tronches» en comptabilité, philosophie ou droit, mais surtout des «penseurs» de la vie, qui ont fait de moi un bon élève.

La suite était toute tracée. Moins sensible aux sirènes des milieux économiques et bancaires qu'à l'appel de la transmission des savoirs, je me suis inscrit à l'Ecole normale. Depuis lors, l'Ecole est devenue un loisir et une passion qui ne m'ont plus jamais quitté.

Quelle est la vision de l'école que vous vous êtes forgée au fil de votre carrière?

Une école de tous et de chacun. Une école qui participe au «mieux vivre ensemble», à la fois organe de cohésion sociale et terre fertile de connaissances et de compétences.

La tolérance et l'écoute de l'autre devraient être au cœur de tout projet éducatif, de même que la reconnaissance de compétences chez chacun de nos enfants et l'objectif de les amener tous autant qu'ils sont au maximum de leurs potentialités. Je crois en une école citoyenne, avec un cadre et une autorité à même d'inculquer à nos élèves, dans le respect de l'enfant, le principe des droits et des devoirs.

Ma vision du métier d'enseignant est exigeante et m'a valu quelques volées de bois vert quand je la rappelais de manière parfois un peu vive et directe: comment imaginer exercer la profession enseignante sans avoir envie que l'enfant réus-

Aux origines d'une passion pour les questions scolaires: quelles sont les raisons qui vous ont conduit à consacrer votre vie professionnelle, vos vies professionnelles devrais-je dire, à l'école?

Il y a plusieurs raisons. Mon histoire de vie a compté dans ce parcours au service de l'Ecole et des enfants. La fibre humaniste, née à cette période, s'est sans cesse affirmée à travers mes expériences de vie au service de l'Autre. Ma reconnaissance à l'école républicaine à laquelle je dois tant a joué un rôle dans les tournures qu'a prises ma vie professionnelle (enseignant, formateur, inspecteur, conseiller communal de Val-de-Travers en charge de l'éducation): cette école qui faisait encore office d'ascenseur social pour l'enfant d'un milieu ouvrier que j'étais...

Ma scolarité à La Chaux-de-Fonds à l'heure des Trente Glorieuses a constitué pour moi une extraordinaire terre d'ap-

e républicaine neuchâteloise

sisse et sans se donner la liberté de mobiliser les moyens nécessaires à ce succès?

Votre approche des problématiques scolaires est à la fois pragmatique et enthousiaste: qu'est-ce qui explique que vous ayez toujours gardé le feu sacré?

Ce sont les enfants, les mots et les expressions de certains, mais surtout les regards de beaucoup d'autres qui m'ont permis de garder ce feu sacré. La passion m'aura constamment habité, avec ses conséquences souvent négatives – on est souvent déçu – et parfois positives puisque cela prouve que les convictions sont toujours présentes. Ces convictions que je préfère aux certitudes... J'ai souvent été entouré de personnes pleines de certitudes, privilégiant «c'est ainsi...» plutôt que «ne pensez-vous pas que?...»

La passion, chez moi, l'emporte sur la courtoisie. On m'a régulièrement reproché d'être parfois peu courtois ou peu agréable, ce que je reconnais sans détour.

La passion engendre logiquement l'insatisfaction que les choses n'avancent pas aussi vite et bien qu'on le souhaiterait, une certaine dureté face à des immobilismes que j'ai toujours rejetés. L'enfant a toujours été au centre de mes préoccupations et j'ai parfois bousculé certains professionnels de l'enseignement, enseignants ou cadres administratifs, qui, à mon goût, semblaient faire trop peu de cas de cette priorité. Cependant jamais je n'ai eu la volonté de leur nuire, mais toujours de servir.

Trop souvent, j'observe une gestion de l'école confiée à de «petits» chefs ou de pseudo-chefs d'entreprises, sans véritable projet de vie, qui se contentent de faire fonctionner le système.

Prenons l'exemple du système de sélection à l'école secondaire qui, je l'espère, changera bientôt sous l'impulsion de M. Philippe Gnaegi. Tous les effets pervers de cette école sélective étaient apparus au cours des cinq premières années de mise en œuvre. Pourtant, il aura fallu vingt années encore pour démontrer que le système ne générerait rien des objectifs attendus: quelles pertes de temps et d'argent!

Comment articulez-vous les résultats des recherches en éducation et la concrétisation sur le terrain de projets pédagogiques qui peuvent s'en inspirer?

J'ai eu la chance d'être formé dans un institut – l'Ecole normale de MM. Jean-Michel Zaugg, Armand Barthoulot, Charles Müller et Jean-Michel Kohler – qui ne fonctionnait qu'ainsi, grâce à des pionniers et des pédagogues affirmés de tous âges, qui sans cesse confrontaient leurs expertises; qui sans cesse envoyaient leurs étudiants sur le terrain pratiquer telle ou telle expérience: une véritable marmite à pédagogues! Aujourd'hui, quand bien même l'ancien recteur de la Haute Ecole pédagogique BEJUNE, M. Maurice Tardif, a tenté de mettre en pratique cette dialectique de confrontation théorie-pratique, la formation ne porte pas vraiment sur cette thématisation.

Qu'a-t-on fait du socio-constructivisme, pierre angulaire de la pédagogie différenciée, dans lequel j'ai été formé? Qui connaît encore Jean Piaget?

Pourquoi avez-vous toujours cherché à renforcer les structures de soutien et de prise en charge des enfants en difficulté à l'école?

Parce que la réalité résiste! Aujourd'hui davantage encore, les écarts se creusent! Trop longtemps, comme dans bien d'autres domaines, on demeure dans le «prêt-à-penser» et le politiquement correct! Qui oserait affirmer que le niveau baisse?

Plus grave, Bourdieu avait raison, la reproduction sociale est connue et reconnue! Trente années après, l'Ecole n'a guère changé. Dès lors, il faut donner plus et «autrement» à ceux qui ont moins, c'est le principe fondamental de la pédagogie différenciée; pédagogie difficile à mettre en œuvre, mais qui ose le dire aussi?

On a trop mis l'accent sur les méthodologies, en oubliant la didactique fondamentale!

Placer l'élève au centre des apprentissages, ce n'est pas qu'un simple slogan. Il faut le voir pratiquer pour croire à la vraie réalité de cette vérité.

Vous êtes un des pères de la nouvelle école obligatoire régionalisée neuchâteloise: pourquoi avez-vous préféré opter pour la régionalisation plutôt que la cantonalisation?

Je suis et demeurerai à jamais un ardent défenseur de l'Ecole républicaine, une Ecole neuchâteloise ancrée dans une constitution. L'Ecole est une institution et doit le rester quand bien même beaucoup la considèrent aujourd'hui comme un vulgaire service public qui délivrerait des «prestations». Toutefois, les visions centralisatrices de certains, non respectueuses des réalités d'un canton particulièrement hétérogène, se sont heurtées à la volonté des conseillers communaux des villes pour qui l'Ecole devait demeurer en mains communales ou régionales, dans le cadre défini par les bases légales cantonales. Ce souci de proximité, ce respect des spécificités régionales, nous a habités tout au long de cette réflexion. J'ai bien entendu les résistances des associations professionnelles, craignant des décisions de «politiques miliciens». Ces craintes sont légitimes et il convient de les prendre en compte. Il me paraît toutefois que les champs de compétences ont été sagement définis pour éviter tout dérapage.

Quelle est la nature des vrais clivages politiques que vous avez pu observer en matière scolaire?

En fait, je n'en ai pas réellement observé. Certes, j'ai entendu des clichés brutaux, idiots et nuisibles, provenant de la droite comme de la gauche; certes, je passe pour un libéral de «gauche» parce que j'aurai défendu l'Ecole. Je rappelle toutefois que l'Ecole neuchâteloise n'a été «tenue» que par des ministres de droite, presque tous libéraux, excepté Thierry Béguin dont on dit, comme pour moi et à tort, qu'il était à gauche.

Le canton de Neuchâtel a eu cette chance de ne jamais verser dans la polémique et de faire de l'Ecole un enjeu électoral ou politique.

Seule touche d'ordre politique observée au cours de toutes ces années, l'attitude des enseignants, la plupart de gauche, qui appliquent le plus souvent, sans le savoir et sans le vouloir, une pédagogie de «droite»: les enseignants sont souvent d'anciens bons élèves qui favorisent la réussite scolaire de celles et ceux qui sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier! Leur conservatisme parfois consternant ne m'empêche pas cependant de les aimer énormément!

Ils sont si nombreux à exercer leur difficile métier de manière exceptionnelle.

Ils mériteraient d'ailleurs une reconnaissance affirmée de leur autorité ainsi qu'une revalorisation de leur statut salarial, en tous les cas pour les sept premiers degrés de la scolarité obligatoire.

Le réformateur que vous êtes a-t-il toujours été suffisamment entendu dans sa famille politique, la droite libérale?

Au sein de ma famille politique, je pense être «reconnu». Dans les autres aussi... Dans le corps enseignant, je pense que mon étiquette m'a desservi. Et mon action, par conséquent, désarçonnait...

Il faut avouer que je n'ai guère été servi par une époque caractérisée par une panne d'idées et un excès de frilosité en ce qui concerne l'institution scolaire alors que l'école neuchâteloise avait fait office de phare pendant plusieurs dizaines d'années. Notre Ecole a stagné quelque peu par le fait qu'elle n'inventait plus rien.

Je suis un passionné qui a toujours choisi d'être acteur plutôt que spectateur. Trop impatient, j'ai souvent été freiné dans mes initiatives pédagogiques. Je pratique l'adage selon lequel il convient de sentir jusqu'où le peuple veut aller, et le conduire un peu plus loin. Mais dans la pratique, ne reste-t-on pas toujours un peu en deçà?

Que pensez-vous du projet de rénovation de l'école secondaire neuchâteloise initié par M. Philippe Gnaegi?

Indispensable! Et il est vraiment temps...

Quel bilan tirez-vous au terme de votre mandat de conseiller communal de Val-de-Travers à la tête du dicastère de l'éducation, de l'enseignement, de la culture, des loisirs et des sports?

Le Conseil communal dans lequel j'ai eu le plaisir d'œuvrer a très bien fonctionné durant cette législature. Mon dicastère correspondait à mon champ de compétences et j'avais un projet pour l'école de Val-de-Travers, je savais comment j'allais la dessiner.

Val-de-Travers est une ville rurale et j'ai tenu à conserver l'identité villageoise des écoles de proximité devenues HarMoS-compatibles sous mon autorité.

Le maintien de l'antenne du Lycée constitue à mes yeux également une réussite. Mon bilan, et plus généralement celui du Conseil communal dans son ensemble, est clairement positif. Ensemble, on est plus fort!

Vous avez affirmé vouloir désormais vous consacrer à votre famille et à vos passions, la musique, l'écriture et les campagnes politiques.

Espérez-vous vraiment pouvoir vous débarrasser d'un virus qui ne vous a jamais quitté l'Ecole?

Ce n'est pas un virus, c'est une raison de vivre! L'école ne quittera jamais mon esprit. Je vais coucher sur le papier mon parcours personnel, décrire l'école dont je rêvais et livrer par écrit «mes utopies».

N'ayant malheureusement pas pu nous rendre à la conférence de presse du 2 avril dernier, nous avons tenu cependant à évoquer dans nos colonnes l'important changement prévu au secondaire I à Neuchâtel: la suppression des filières.

Nous nous sommes donc courageusement installés dans un canapé face à une télévision pour écouter les éclaircissements du chef du SEO¹ (ci-après JCM²) et de celui du DECS³ (ci-après PG). On verra qu'à un moment il y a même une journaliste (ci-après JRP⁴) qui s'exprime!

Neuchâtel

Stefan Lauper

En reportage dans mon salon⁵

JCM: Nous travaillons à une rénovation du cycle 3. Effectivement, les élèves aujourd'hui, lorsqu'ils sortent de la 8e année, se dirigent vers trois filières: la filière préprofessionnelle, moderne ou la voie de maturités. Et demain, ces élèves, au sortir de la 8e, se dirigeront vers des niveaux d'enseignement. Donc, en 9e, il est prévu de monter avec l'ensemble des élèves et puis, pour le français et les mathématiques, de les répartir en niveau 1 et niveau 2, le niveau 2 étant le meilleur des niveaux.

PG: On aura cette possibilité donnée aux élèves qui sont aujourd'hui, disons-le clairement, dans les sections préprofessionnelles, par exemple, de progresser beaucoup plus qu'aujourd'hui et vous savez aussi que le rapport PISA montre très clairement que les meilleurs élèves des sections préprofessionnelle et moderne sont meilleurs que, je le mets entre guillemets, les «moins bons» élèves de maturités, donc il y a des recoupements qui sont très intéressants. Et c'est vraiment, je dirais, valoriser l'ensemble des compétences des élèves.

JRP: Par contre, il y a les meilleurs élèves actuellement, est-ce que eux ne vont pas souffrir ben d'abord des élèves moins bons dans leur classe?

JCM: Alors vous savez, il y a une partie aujourd'hui qui à mon avis dans la scolarité est très très peu exploitée, c'est tout ce qu'on appelle la reformulation. Donc, un très bon élève, lorsqu'il est en présence d'élèves qui ont peut-être moins de compétences que lui, ben d'une part il pourra reformuler, leur expliquer un certain nombre de choses, et puis il va se rendre compte aussi que peut-être un élève qui est dans un moins

bon niveau de français que lui, cet élève-là il réussit mieux dans le domaine des mathématiques et puis il y aura des échanges. Donc là, il y a une stimulation, une émulation, et puis... alors qu'aujourd'hui l'élève qui est en voie de maturités, il est aussi dans une sorte de couloir, si vous me passez l'expression, et puis il sait qu'il doit maintenir à peu près ses points pour passer. Il peut faire même des savants calculs et puis pas forcément investir trop. Alors que demain, s'il veut se maintenir dans cette voie-là, avec deux niveaux, ben il devra travailler encore un peu plus et puis, pour passer dans les formations au post-obligatoire, il devra prouver qu'il est compétent dans trois niveaux 2, dans trois branches. Donc c'est quelque chose, une stimulation aussi.

Dernière minute!

Monsieur Philippe Gnaegi, conseiller d'Etat et chef du DECS, est intervenu entre-temps pour que le soussigné puisse désormais assister aux conférences de presse de son Département. Qu'il soit ici remercié pour son esprit d'ouverture. C'est pour nous la meilleure preuve qu'il tient véritablement à la liberté de la presse, y compris dans le monde associatif et syndical, qui ne le ménage pourtant pas beaucoup... Cette décision l'honore!

¹ Service de l'enseignement obligatoire.

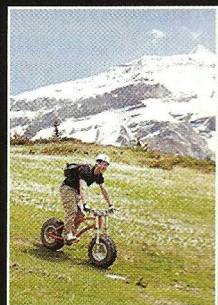
² Jean-Claude Marguet.

³ Département de l'éducation, de la culture et des sports.

⁴ Journaliste RP, le seul type de journaliste autorisé, selon certaines sources proches du dossier.

⁵ Les propos ci-dessous sont la retranscription fidèle du reportage que l'on peut voir ici: www.arcinfo.ch/fr/regions/canton-de-neuchatel/vaste-reforme-de-la-scolarite-obligatoire-neuchateloise-556-422952#comments.

Publicité



Votre partenaire
de l'aventure

www.mountain-evasion.ch

Tel. +41(0)24 492 12 32